

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 2166

[S — C — 29328]

**27 AOUT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des hautes écoles organisées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, notamment son article 68;

Vu l'arrêté royal du 1er août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 novembre 1991, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1978 fixant la procédure de l'élection de certains membres du conseil d'administration dans les établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, notamment les articles 1er et 5;

Vu le protocole du 10 juillet 1996 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu le protocole du 15 juillet 1996 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 1996,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Du champ d'application et des organes de gestion et de consultation**

**Section Ire. — Champ d'application et disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux hautes écoles organisées par la Communauté française.

**Art. 2.** Les organes de gestion des hautes écoles organisées par la Communauté française sont :

- 1° le conseil d'administration;
- 2° le collège de direction.

Les organes de consultation des hautes écoles organisées par la Communauté française sont :

- 1° le conseil pédagogique;
- 2° le conseil social;
- 3° les conseils de département.

**Section II. — Du conseil d'administration**

**Art. 3.** Le secrétaire de direction de la haute école ou, à défaut, une personne de la haute école désignée par le directeur-président, assume le secrétariat du conseil d'administration. Il assiste aux réunions avec voix consultative.

**Art. 4.** Tout membre du conseil d'administration qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 5.** Le conseil d'administration :

- 1° fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au Gouvernement pour approbation;
- 2° prend toutes les mesures susceptibles :
  - a) de contribuer au bon fonctionnement, à la bonne gestion et au développement de la haute école;
  - b) de réaliser les objectifs que poursuit la haute école;
- 3° établit, après avis du conseil pédagogique, et communique à la Commission communautaire pédagogique le règlement des études et ses modifications ultérieures éventuelles;
- 4° propose au Gouvernement l'organisation de l'enseignement en sections, options et cours, après avis des conseils de département concernés;
- 5° soumet au Gouvernement toute demande d'ouverture de nouvelles sections, options ou études de spécialisation, après avis des conseils de département concernés et du conseil général des hautes écoles;
- 6° fixe le cadre du personnel de la haute école et répartit les emplois entre les départements, sur proposition du Collège de direction et après avis du conseil pédagogique;
- 7° approuve la répartition fixée par le conseil de département, des emplois entre les services de ce département, après avis du conseil pédagogique;
- 8° fixe, sur proposition du Collège de direction et après avis du conseil de département concerné et du conseil pédagogique, les attributions des membres du personnel de la haute école ainsi que l'horaire des cours et des examens;
- 9° fixe la grille horaire des cours, sur proposition du Collège de direction et après avis du conseil de département concerné;
- 10° propose au Gouvernement, sur proposition du Collège de direction et après avis des conseils de département concernés et du conseil pédagogique, les recrutements, les nominations et les mises en disponibilité des membres du personnel;

11° désigne les professeurs invités sur proposition du Collège de direction, après avis du conseil de département concerné;

12° établit les propositions budgétaires et fixe la répartition de l'allocation annuelle globale attribuée à la haute école, sur proposition du Collège de direction;

13° approuve le budget établi par le conseil social;

14° fixe le nombre de membres du conseil pédagogique, du conseil social et des conseils de département.

Le conseil d'administration exerce toutes autres attributions octroyées par une loi, un décret, un arrêté ou toute disposition réglementaire prise en vertu de ceux-ci.

Il peut déléguer partie de ses pouvoirs, dans les matières qu'il précise, au Collège de direction.

Il peut rapporter ou modifier les décisions d'urgence prises par le Collège de direction sans préjudice toutefois de l'exécution matérielle qui leur aurait été donnée.

**Art. 6.** Le conseil d'administration se réunit au moins dix fois par année. Il peut se réunir en outre à l'initiative du directeur-président ou à la demande écrite d'un tiers de ses membres au moins.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite d'un organe de consultation ou d'un tiers au moins des membres du conseil d'administration.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit au moins dix jours ouvrables avant la réunion. Les convocations sont signées par le directeur-président et le secrétaire, précisent l'ordre du jour de la séance et indiquent le lieu où les documents relatifs aux points mis à l'ordre du jour peuvent être consultés dès réception de celles-ci.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

**Art. 7.** Le conseil d'administration ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si le conseil d'administration ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits pour la seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

**Art. 8.** Toute décision du conseil d'administration fait l'objet d'un vote et est motivée.

Les procurations sont interdites.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en considération.

Si une telle majorité n'est pas atteinte après trois votes, répartis sur deux séances au moins, le directeur-président prend les mesures provisoires nécessaires et soumet l'affaire au Gouvernement pour décision.

**Art. 9.** Les décisions du conseil d'administration sont, selon les cas, rendues publiques ou notifiées aux personnes concernées dans un délai de dix jours ouvrables. Elles sont transmises dans ce délai à l'administration de l'enseignement supérieur.

**Art. 10.** Dans les dix jours ouvrables qui suivent la publication ou la notification d'une décision, toute personne qui s'estime lésée par celle-ci peut introduire un recours auprès du Gouvernement par la voie hiérarchique. Dans un délai de trente jours à dater de l'introduction du recours, le Gouvernement peut annuler cette décision s'il la juge contraire aux lois, décrets, arrêtés et dispositions réglementaires. La décision du Gouvernement est motivée.

**Art. 11.** Les procès-verbaux des délibérations sont envoyés à l'administration de l'enseignement supérieur dans les dix jours ouvrables de leur approbation.

### Section III. — Du Collège de direction

**Art. 12.** Le Collège de direction a, entre autres, les compétences suivantes :

1° il assure l'exécution des décisions du conseil d'administration et du Gouvernement;

2° il assure la gestion journalière;

3° il prend toutes les mesures en vue de garantir la sécurité des personnes et des biens;

4° il propose au conseil d'administration la fixation du cadre du personnel de la haute école et la répartition des emplois entre les départements;

5° il propose au conseil d'administration, après avis du conseil de département concerné, les attributions des membres du personnel de la haute école ainsi que l'horaire des cours et des examens;

6° il propose au conseil d'administration, après avis du conseil de département concerné, la fixation de la grille horaire des cours;

7° il propose au conseil d'administration, après avis des conseils de département concernés, les recrutements, les nominations et les mises en disponibilité des membres du personnel;

8° il propose au conseil d'administration, après avis du conseil de département concerné, la désignation des professeurs invités;

9° il transmet au conseil d'administration les propositions budgétaires et la proposition de répartition de l'allocation annuelle globale attribuée à la haute école;

10° il prononce les sanctions disciplinaires relatives aux étudiants, après avis du conseil de département concerné;

11° il propose à l'autorité compétente les sanctions disciplinaires relatives au personnel;

12° il prend toutes les mesures urgentes de la compétence du conseil d'administration et lui en rend compte lors de sa prochaine réunion.

Le Collège de direction peut rapporter ou modifier les décisions d'urgence prises par le directeur-président sans préjudice toutefois de l'exécution matérielle qui leur aurait été donnée.

**Art. 13.** Le secrétariat du Collège de direction est assuré par le secrétaire du conseil d'administration.

**Art. 14.** Le directeur-président assure la direction générale de la haute école.

Il a, entre autres, les compétences suivantes :

- 1° il assure la représentation de la haute école;
- 2° il préside le conseil d'administration, il en convoque les réunions et fixe l'ordre du jour de celles-ci;
- 3° il inscrit les étudiants au rôle;
- 4° il signe les diplômes et certificats;
- 5° il est l'ordonnateur des dépenses de la haute école;
- 6° il peut prendre toutes les mesures urgentes de la compétence du Collège de direction, notamment les mesures relatives à la sécurité des biens et des personnes et à la gestion du personnel qui nécessitent qu'une décision soit prise dans un délai maximum d'un jour ouvrable. Il en rend compte lors de la prochaine réunion du Collège de direction.

#### Section IV. — Du conseil pédagogique

**Art. 15. § 1er.** Le conseil pédagogique est composé de vingt-quatre membres au moins.

Un tiers des membres représente les étudiants. Ils sont choisis par le conseil des étudiants parmi les étudiants ayant réussi leur première année d'études à raison d'un étudiant minimum par catégorie d'enseignement organisée.

Un tiers des membres représente le personnel à raison d'un membre minimum par catégorie d'enseignement organisée. Ils sont élus en application des articles 37 à 50.

Un tiers des membres, dont le directeur-président et au maximum quatre membres du Collège de direction, est désigné par le Gouvernement. Les autres membres sont désignés par le Gouvernement eu égard à leurs compétences particulières dans les secteurs professionnels en rapport avec les catégories d'études organisées sur une liste double présentée par les membres visés aux alinéas 2 et 3, le directeur-président et les membres du Collège de direction visés ci-dessus.

§ 2. Le conseil pédagogique est présidé par le directeur-président ou, en son absence, par le membre que celui-ci désigne.

§ 3. Le conseil pédagogique charge chaque année un de ses membres de son secrétariat.

**Art. 16.** Le mandat des membres représentant le personnel et des membres désignés par le Gouvernement est de cinq ans, celui des membres représentant les étudiants est d'un an. Ces mandats sont renouvelables.

Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 17. § 1er.** Le conseil pédagogique fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au conseil d'administration pour approbation.

Il est consulté par le conseil d'administration ou le Collège de direction chaque fois que les besoins de l'enseignement et les intérêts de la haute école l'exigent.

§ 2. En outre, le conseil pédagogique exerce toutes autres attributions octroyées par une loi, un décret, un arrêté ou toute disposition réglementaire prise en vertu de ceux-ci.

**Art. 18.** Le conseil pédagogique se réunit au moins deux fois par année. Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président ou à la demande écrite d'un tiers de ses membres au moins.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite d'un tiers au moins des membres du conseil pédagogique.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit au moins dix jours ouvrables avant la réunion. Les convocations sont signées par le président et le secrétaire, précisent l'ordre du jour de la séance et indiquent le lieu où les documents relatifs aux points mis à l'ordre du jour peuvent être consultés dès réception de celles-ci.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

**Art. 19.** Le conseil pédagogique ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Si le conseil pédagogique ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

**Art. 20.** Tout avis ou toute décision du conseil pédagogique fait l'objet d'un vote.

Les décisions et avis sont pris à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en considération.

**Art. 21.** Les décisions et avis du conseil pédagogique peuvent être consultés au secrétariat de la haute école, sauf s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle.

#### Section V. — Du conseil social

**Art. 22. § 1er.** Le conseil social est composé de vingt-quatre membres au moins.

Un quart des membres représente le personnel à raison d'un membre minimum par catégorie d'enseignement organisée. Ils sont élus en application des articles 37 à 50.

Une moitié des membres représente les étudiants. Ils sont choisis par le conseil des étudiants parmi les étudiants ayant réussi leur première année d'études à raison de deux étudiants minimum par catégorie d'enseignement organisée.

Un quart des membres dont le directeur-président est désigné par le Gouvernement sur proposition du Collège de direction.

§ 2. Deux membres du personnel engagé par le conseil social sont associés aux travaux de ce conseil avec voix consultative.

§ 3. Le conseil social est présidé par le directeur-président ou, en son absence, par le membre que celui-ci désigne.

§ 4. Le conseil social charge chaque année un des membres de son secrétariat.

**Art. 23. § 1<sup>er</sup>.** Le mandat des membres représentant le personnel et des membres désignés par le Gouvernement est de cinq ans, celui des membres représentant les étudiants est d'un an. Ces mandats sont renouvelables.

Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

§ 2. Les membres du personnel engagé par le conseil social associés aux travaux de celui-ci sont désignés par leurs pairs pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Art. 24.** Le conseil social :

1° fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au conseil d'administration pour approbation;

2° établit son budget et le transmet au conseil d'administration pour approbation;

3° donne des avis sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants, à la demande du conseil d'administration ou du Collège de direction;

4° a compétence pour utiliser les crédits sociaux dans les limites du budget social approuvé par le conseil d'administration et dans le respect des règles sur la comptabilité de l'Etat.

**Art. 25.** Le conseil social se réunit au moins quatre fois par année. Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président ou la demande écrite d'un tiers de ses membres au moins.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite d'un tiers au moins des membres du conseil social.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit au moins dix jours ouvrables avant la réunion. Les convocations sont signées par le président et le secrétaire et précisent l'ordre du jour de la séance.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

**Art. 26.** Le conseil social ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si le conseil social ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

**Art. 27.** Tout avis ou toute décision du conseil social fait l'objet d'un vote.

Les décisions et avis sont pris à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en considération.

Si une telle majorité n'est pas atteinte après trois votes, répartis sur deux séances au moins, l'affaire est soumise au conseil d'administration.

**Art. 28.** Les décisions et avis du conseil social peuvent être consultés au secrétariat de la haute école, sauf s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle.

#### Section VI. — Des conseils de département

**Art. 29. § 1<sup>er</sup>.** Chaque conseil de département est composé de dix membres au moins.

Trois cinquièmes des membres représentent le personnel. Ils sont élus en application des articles 37 à 50.

Un cinquième des membres représente les étudiants. Ils sont choisis par le conseil des étudiants parmi les étudiants ayant réussi leur première année d'études.

Un cinquième des membres est choisi par le Collège de direction.

§ 2. Un des membres choisis par le Collège de direction préside le conseil de département.

§ 3. Le conseil de département charge chaque année un de ses membres de son secrétariat.

**Art. 30.** Le mandat des membres représentant le personnel et des membres choisis par le Collège de direction est de cinq ans, celui des membres représentant les étudiants est d'un an. Ces mandats sont renouvelables.

Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 31.** Chaque conseil de département :

1° fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au conseil d'administration pour approbation;

2° fixe la répartition des emplois entre les services au sein du département, après approbation du conseil d'administration.

En outre, chaque conseil de département pour ce qui le concerne rend des avis :

1° au conseil d'administration relativement :

a) à l'organisation de l'enseignement en sections, options et cours;

b) à toute demande d'ouverture de nouvelles sections, options ou études de spécialisation;

c) à la fixation des attributions des membres du personnel de la haute école ainsi que de l'horaire des cours et des examens;

d) à la fixation de la grille horaire des cours;

e) au recrutement, à la nomination et à la mise en disponibilité des membres du personnel;

f) à la désignation des professeurs invités;

2° au Collège de direction, relativement aux sanctions disciplinaires prononcées à charge des étudiants.

**Art. 32.** Chaque conseil de département se réunit au moins quatre fois par année. Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président ou à la demande écrite d'un tiers de ses membres au moins.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite d'un tiers au moins des membres du conseil de département.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit au moins dix jours ouvrables avant la réunion. Les convocations sont signées par le président et le secrétaire et précisent l'ordre du jour de la séance.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

**Art. 33.** Le conseil de département ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Si le conseil de département ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

**Art. 34.** Tout avis ou toute décision du conseil de département fait l'objet d'un vote.

Les décisions et avis sont pris à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en compte.

**Art. 35.** Les décisions et avis du conseil de département peuvent être consultés au secrétariat de la haute école, sauf s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle.

## CHAPITRE II. — Du commissaire du Gouvernement

**Art. 36.** Le commissaire désigné par le Gouvernement auprès de la haute école peut assister aux réunions du conseil d'administration, du Collège de direction et du conseil social.

Il a voix consultative.

## CHAPITRE III. — De la procédure d'élection

### Section Ire. — Des électeurs

**Art. 37.** Pour l'élection au conseil d'administration du représentant du personnel de maîtrise, gens de métier et de service visé à l'article 66, 4° du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, sont électeurs, les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service de la haute école qui exercent effectivement des fonctions au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

Pour l'élection au conseil pédagogique et au conseil social des représentants du personnel visés aux articles 15 et 22 du présent arrêté, sont électeurs, les membres du personnel de la haute école qui exercent effectivement des fonctions au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

Pour l'élection aux conseils de département des représentants des personnels visés à l'article 29 du présent arrêté, sont électeurs, les membres du personnel de la haute école qui exercent effectivement des fonctions au sein du département concerné à la date de clôture des listes électorales.

### Section II. — Des listes électorales

**Art. 38.** Le secrétariat de la haute école établit la liste électorale pour chaque conseil, le cas échéant par catégorie d'enseignement organisée, qui est clôturée le 1er mai précédant les élections.

**Art. 39.** Ces listes électorales sont rendues publiques par voie d'affichage trente jours avant la date des élections. Elles peuvent être également consultées au secrétariat de la haute école.

### Section III. — Des candidats

**Art. 40.** Sont éligibles au conseil d'administration comme représentants du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou engagés sous contrat dans la haute école et qui exercent effectivement des fonctions au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

Sont éligibles au conseil pédagogique et au conseil social comme représentants du personnel, les membres du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation et administratif nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou engagés sous contrat dans la haute école et qui exercent effectivement des fonctions au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

Sont éligibles aux conseils de département comme représentants du personnel, les membres du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation et administratif nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou engagés sous contrat dans la haute école et qui exercent effectivement des fonctions au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

**Art. 41.** Les candidatures datées et signées sont déposées au secrétariat de la haute école entre le dixième et le quinzième jour de la publication des listes électorales.

**Art. 42.** Les candidatures sont affichées au plus tard le deuxième jour ouvrable qui suit l'expiration du délai prévu pour leur dépôt.

### Section IV. — Du scrutin

**Art. 43.** Les élections des différents représentants, le cas échéant par catégorie d'enseignement organisée, ont lieu le 15 juin au plus tard.

**Art. 44.** Les élections ont lieu au vote secret.

**Art. 45.** Pour chaque organe, les candidats sont classés, le cas échéant par catégorie d'enseignement organisée, suivant le nombre de voix obtenues. Sont élus les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité, le membre élu est tiré au sort.

**Art. 46.** Le représentant élu qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé par le candidat non élu ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors de l'élection.

### Section V. — De la proclamation des résultats

**Art. 47.** La Commission électorale visée à l'article 49 du présent arrêté proclame les résultats des élections le lendemain du scrutin au plus tard.

### Section VI. — De l'entrée en fonction

**Art. 48.** Les différents représentants élus entrent en fonction le premier jour de l'année académique qui suit les élections.

*Section VII. — De la Commission électorale*

**Art. 49.** Une Commission électorale est instituée. Elle est composée de cinq membres désignés par le Collège de direction en dehors des candidats.

**Art. 50.** La Commission électorale dirige toutes les opérations électorales et veille au bon déroulement et à la régularité de celles-ci.

En cas de réclamation, elle statue dans les cinq jours de l'introduction de celle-ci. Lorsqu'une élection est annulée par la Commission électorale, un nouveau scrutin a lieu dans le mois qui suit cette annulation.

**CHAPITRE IV. — De l'établissement des listes de candidats  
à la fonction de directeur-président et aux fonctions de directeur de catégorie**

*Section Ire. — De l'établissement de la liste de candidatures à la fonction de directeur-président*

**Art. 51.** Dans le courant du mois d'avril qui précède la fin du mandat du directeur-président en fonction, les postulants à cette fonction déposent leur candidature au secrétariat de la haute école. Leur nom est affiché le lendemain de l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

Aux fins de procéder à l'établissement de la liste de trois candidats proposés à la fonction de directeur-président visée à l'article 67, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, le Collège de direction se réunit dans le courant du mois de mai qui précède l'expiration du mandat du directeur-président en fonction.

**Art. 52.** Le Collège de direction ne délibère valablement que si trois quarts de ses membres sont présents.

**Art. 53.** Chaque candidat est élu successivement par scrutin séparé.

Le vote est secret.

**Art. 54.** A l'issue de chaque scrutin, la personne qui a obtenu le plus de voix est portée candidate.

En cas de parité, un nouveau tour d'élection est organisé.

**Art. 55.** La liste des trois candidats est adressée par le directeur-président en fonction au Gouvernement avant le 1<sup>er</sup> juin qui précède l'expiration de son mandat.

**Art. 56. § 1<sup>er</sup>.** Si le directeur-président décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat, il est procédé à une nouvelle élection.

A cette fin, les postulants déposent leur candidature au secrétariat de la haute école dans les quinze jours qui suivent la vacance au poste de directeur-président.

Leur nom est affiché le lendemain de l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

Dans les trente jours de la vacance au poste de directeur-président, le Collège de direction se réunit aux fins de procéder à l'établissement de la liste de trois candidats proposés à cette fonction.

Les articles 52 à 54 sont applicables.

La liste des trois candidats est adressée par le directeur de catégorie le plus ancien dans la fonction au Gouvernement dans les trois jours qui suivent l'établissement de la liste.

**§ 2.** Le directeur-président, désigné par le Gouvernement à la suite de la procédure visée au § 1<sup>er</sup>, termine le mandat de son prédécesseur.

*Section II. — De l'établissement des listes de candidatures aux fonctions de directeur de catégorie*

**Art. 57.** Sans préjudice de l'article 100 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, le secrétariat de la haute école établit les listes électorales, par catégorie d'enseignement organisée, qui sont clôturées le 1<sup>er</sup> mai précédant l'expiration des mandats des directeurs de catégorie.

Sont électeurs les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans la haute école et qui exercent effectivement des fonctions au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

**Art. 58.** Les postulants à la fonction de directeur de catégorie déposent leur candidature au secrétariat de la haute école entre le dixième et le quinzième jour de la clôture des listes électorales.

Leur nom est affiché au plus tard le lendemain de l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

**Art. 59.** L'établissement des listes de trois candidats proposés, par catégorie d'enseignement organisée, aux fonctions de directeur de catégorie visées à l'article 71, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, a lieu dans le courant du mois de mai qui précède l'expiration des mandats des directeurs de catégorie en fonction.

**Art. 60.** Le scrutin n'est valable que si la majorité des membres du personnel enseignant de la catégorie d'enseignement organisée concernée a voté.

Le vote est secret.

**Art. 61.** A l'issue du scrutin, les personnes qui, par catégorie d'enseignement organisée, ont obtenu le plus de voix sont portées candidates.

En cas de parité, un nouveau tour d'élection est organisé.

**Art. 62.** Les listes des trois candidats sont adressées par le directeur-président au Gouvernement avant le 1<sup>er</sup> juin qui précède l'expiration des mandats des directeurs de catégorie en fonction.

**Art. 63. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice de l'article 100 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, si un directeur de catégorie décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat, il est procédé à une nouvelle élection.

Le secrétariat de la haute école établit la liste électorale conformément à l'article 57, alinéa 2, pour la catégorie d'enseignement organisée concernée, qui est clôturée dans les quinze jours qui suivent la vacance au poste de directeur de catégorie concerné.

L'article 58 est applicable.

L'établissement de la liste de trois candidats proposés pour la catégorie d'enseignement organisée concernée à la fonction de directeur de catégorie, a lieu dans les dix jours qui suivent l'affichage des candidatures.

Les articles 60 et 61 sont applicables.

La liste des trois candidats est adressée par le directeur-président au Gouvernement dans les trois jours qui suivent l'établissement de celle-ci.

§ 2. Le directeur de catégorie, désigné par le Gouvernement à la suite de la procédure visée au § 1er, termine le mandat de son prédécesseur.

CHAPITRE V. — *Disposition particulière pour la catégorie d'enseignement supérieur de traduction et d'interprétation de la haute école de la Communauté française du Hainaut*

Art. 64. La section V du chapitre 1<sup>er</sup> du présent arrêté n'est pas d'application à la catégorie d'enseignement supérieur de traduction et d'interprétation de la haute école de la Communauté française du Hainaut.

Le service social de l'Université de Mons-Hainaut est compétent pour cette catégorie d'enseignement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives, abrogatoires transitoires et finales*

Art. 65. L'article 1er de l'arrêté royal du 1er août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice est complété par les mots suivants : « , à l'exception des hautes écoles. ».

Art. 66. L'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1978 fixant la procédure de l'élection de certains membres du conseil d'administration dans les établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre 1<sup>er</sup> - Du champ d'application et des électeurs ».

Art. 67. Un nouvel article 1er, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté ministériel, l'article 1er actuel devenant l'article 1erbis : « Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux hautes écoles ».

Art. 68. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « visés aux articles 1<sup>er</sup> à 3 » sont remplacés par les mots « visés aux articles 1erbis à 3 ».

Art. 69. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 novembre 1991 fixant le règlement organique des établissements d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de plein exercice de la Communauté française et modifiant l'arrêté royal du 1er août 1977 fixant le règlement organique des établissements de l'Etat d'enseignement supérieur de type long et de plein exercice;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1991 fixant la procédure de l'élection de certains membres du conseil d'administration dans les établissements d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social et technique de type court et de plein exercice de la Communauté française.

Art. 70. § 1er. Par dérogation aux articles 38 et 39, pour l'année académique 1996-1997, les listes électorales sont clôturées le cinquième jour qui suit la rentrée académique et sont rendues publiques par voie d'affichage immédiatement après leur clôture.

Par dérogation à l'article 41, pour l'année académique 1996-1997, les candidatures datées et signées sont déposées au secrétariat de la haute école au plus tard cinq jours après la publication des listes électorales.

Par dérogation à l'article 43, pour l'année académique 1996-1997, les élections ont lieu au plus tard le quinzième jour qui suit la rentrée académique.

Par dérogation à l'article 48, pour l'année académique 1996-1997, les différents représentants élus entrent en fonction le jour qui suit la proclamation des résultats.

§ 2. Par dérogation à l'article 51, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, pour l'année académique 1996-1997, les candidatures à la fonction de directeur-président sont déposées au secrétariat de la Haute école au plus tard le troisième jour qui suit la rentrée académique et le collège de direction se réunit au plus tard le cinquième jour qui suit la rentrée académique.

Par dérogation à l'article 55, pour l'année académique 1996-1997, la liste des trois candidats est adressée par les membres de droit du collège de direction au Gouvernement au plus tard le dixième jour qui suit la rentrée académique.

Art. 71. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la rentrée académique 1996-1997 à l'exception de la section première du chapitre IV qui entre en vigueur le 1er août 1996.

Art. 72. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 août 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2186

[S - C - 29328]

27 AUGUSTUS 1996. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen*

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 augustus 1977 houdende organiek reglement van de rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 12 november 1991, inzonderheid artikel 1;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 23 januari 1978 houdende de procedure voor de verkiezing van leden van de raad van bestuur in de rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan, inzonderheid de artikelen 1 en 5;

Gelet op het protocol d.d. 10 juli 1996 inzake overleg met de representatieve studentenverbanden op communautair vlak;

Gelet op het protocol van Sectorcomité IX, d.d. 15 juli 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap, d.d. 26 augustus 1996,

Besluit :

## HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied, beheers- en adviesorganen

### Afdeling I. — Toepassingsgebied, algemene bepaling

**Artikel 1.** Dit besluit geldt voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen.

**Art. 2.** De beheersorganen van die hogescholen zijn :

1° de raad van bestuur;

2° het bestuurscollege.

De adviesorganen van die hogescholen zijn :

1° de pedagogische raad;

2° de sociale raad;

3° de departementsraden.

### Afdeling II. — De raad van bestuur

**Art. 3.** De directiesecretaris van de hogeschool of, bij diens ontstentenis, een tot de hogeschool behorende persoon, door de directeur-voorzitter aangewezen, staat in voor het secretariaat van de raad van bestuur en woont de raadsvergaderingen met raadgevende stem bij.

**Art. 4.** Elk lid van de raad dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn aanstelling wettigde, wordt vervangen. De vervanger voleindigt diens mandaat.

**Art. 5.** De raad :

1° bepaalt zijn huishoudelijk reglement en deelt het de Regering ter goedkeuring mee;

2° treft alle maatregelen om :

a) bij te dragen tot de goede werking, het goed beheer en de ontwikkeling van de hogeschool;

b) de doeleinden van de hogeschool te bereiken;

3° bepaalt het studiereglement en latere wijzigingen na advies van de pedagogische raad en deelt ze mee aan de pedagogische gemeenschapscommissie;

4° stelt de Regering de organisatie van het onderwijs in afdelingen, opties en cursussen voor, na advies van de betrokken departementsraden;

5° legt de Regering aanvragen voor tot oprichting van afdelingen, opties en specialisatiestudies, na advies van de betrokken departementsraden en van de algemene raad van de hogescholen;

6° bepaalt de personeelsformatie van de hogeschool en verdeelt de betrekkingen onder de departementen, op voorstel van het bestuurscollege en na advies van de pedagogische raad;

7° keurt de door de departementsraad voorgestelde verdeling van de betrekkingen onder de diensten van het departement goed, na advies van de pedagogische raad;

8° bepaalt op voorstel van het bestuurscollege en na advies van de betrokken departementsraad of van de pedagogische raad de bevoegdheden van de personeelsleden van de hogeschool, de uurrooster en de examenrooster;

9° bepaalt de uurregeling van de cursussen op voorstel van het bestuurscollege en na advies van de betrokken departementsraad;

10° stelt de Regering op voorstel van het bestuurscollege en na advies van de betrokken departementsraden en van de pedagogische raad, de werving, benoeming en terbeschikkingstelling van personeelsleden voor;

11° wijst de gasthoogleraars aan op voorstel van het bestuurscollege, na advies van de betrokken departementsraad;

12° maakt de begrotingsvoorstellen op en bepaalt de verdeling van de totale jaarlijkse toelage voor de hogeschool, op voorstel van het bestuurscollege;

13° keurt de door de sociale raad opgemaakte begroting goed;

14° bepaalt het aantal leden van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden.

De raad van bestuur oefent alle andere bevoegdheden uit, toegekend door een wet, decreet of besluit of door elke, krachtens deze, genomen reglementaire bepaling.

Hij kan een deel van zijn bevoegdheden aan het bestuurscollege overdragen in de materies die hij bepaalt.

**Art. 6.** De raad van bestuur komt ten minste tienmaal per jaar bijeen en kan bovendien bijeenkomen op initiatief van de directeur-voorzitter of op schriftelijke aanvraag van ten minste 1/3 van zijn leden. Een punt wordt op de agenda ingeschreven op schriftelijk verzoek van een adviesorgaan of van ten minste 1/3 van de leden van de raad. Behalve in dringende gevallen, die de oproeping vermeldt, worden de leden schriftelijk opgeroepen ten minste tien werkdagen voor de vergadering. De oproepingsbrieven worden ondertekend door de directeur-voorzitter en de secretaris, vermelden de agenda van de vergadering en de plaats waar documenten ter zake kunnen ingezien worden zodra de oproepingen ontvangen zijn.

De beraadslaging is beperkt tot de agendapunten, behalve als ten minste 2/3 van de aanwezige leden aanvaarden de agenda te wijzigen.



**Art. 7.** De raad beraadslaagt geldig als meer dan de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn. Is het quorum niet bereikt, dan kan de raad na een nieuwe oproeping beraadslagen ongeacht het aantal aanwezigen, over alle punten die voor de tweede maal op de agenda staan.

Leden die een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben of wier bloed- en aanverwanten tot de tweede graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben bij de materies waarover gestemd wordt, nemen aan de beraadslaging niet deel.

**Art. 8.** Elke beslissing van de raad is het voorwerp van een stemming en wordt gemotiveerd. Volmachten zijn verboden.

De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van de uitgedrukte stemmen, zonder rekening te houden met onthoudingen. Als die meerderheid na drie stemmingen, in ten minste twee vergaderingen, niet bereikt wordt, dan treft de directeur-voorzitter maatregelen en legt hij de zaak voor aan de Regering, die beslist.

**Art. 9.** De beslissingen van de raad worden volgens het geval openbaar gemaakt of meegedeeld aan de betrokkenen binnen tien werkdagen. In die termijn worden ze aan het bestuur hoger onderwijs overgezonden.

**Art. 10.** Binnen tien werkdagen na de bekendmaking of mededeling van een beslissing kan elke persoon die zich benadeeld acht, langs de hiërarchische weg beroep aantekenen bij de Regering.

Binnen dertig dagen na de indiering van het beroep kan de Regering de beslissing vernietigen als ze die strijdig acht met de wetten, decreten, besluiten en reglementsbepalingen. De regeringsbeslissing wordt met redenen omkleed.

**Art. 11.** De processen-verbaal van de beraadslagingen worden binnen tien dagen na goedkeuring aan het bestuur hoger onderwijs overgezonden.

#### Afdeling III. — Het bestuurscollege

**Art. 12.** Het bestuurscollege heeft o.m. volgende bevoegdheden :

- 1° het voert de beslissingen van de raad van bestuur en van de Regering uit;
- 2° het staat in voor het dagelijks bestuur;
- 3° het treft alle maatregelen ter beveiliging van personen en goederen;
- 4° het stelt de raad van bestuur de vaststelling van de personeelsformatie van de hogeschool en de verdeling van de betrekkingen onder de departementen voor;
- 5° na advies van de betrokken departementsraad stelt het de raad van bestuur de bevoegdheden van de personeelsleden van de hogeschool voor, alsook de uurrooster en de examenrooster;
- 6° het stelt de raad van bestuur, na advies van de betrokken departementsraad, de uurregeling voor de cursussen voor;
- 7° na advies van de betrokken departementsraden stelt het de raad van bestuur de werving, benoeming en terbeschikkingstelling van personeelsleden voor;
- 8° het stelt de raad van bestuur, na advies van de betrokken departementsraad, de aanwijzing van gasthooglerars voor;
- 9° het zendt de raad van bestuur de begrotingsvoorstellen over alsook de verdeling van de totale jaarlijkse toelage voor de hogeschool;
- 10° het spreekt tuchtstraffen uit jegens studenten, na advies van de betrokken departementsraad;
- 11° het stelt de bevoegde overheid tuchtstraffen betreffende het personeel voor;
- 12° het treft dringende maatregelen die tot de bevoegdheid van de raad van bestuur behoren en brengt de raad daarover verslag uit op diens eerstvolgende vergadering. Het bestuurscollege kan dringende maatregelen van de directeur-voorzitter infrekken of wijzigen, onverminderd de materiële uitvoering die eraan gegeven werd.

**Art. 13.** Het secretariaat van het bestuurscollege wordt door de secretaris van de raad van bestuur waargenomen.

**Art. 14.** De directeur-voorzitter staat in voor de algemene leiding van de hogeschool en heeft o.m. volgende bevoegdheden :

- 1° hij vertegenwoordigt de hogeschool;
- 2° hij zit de raad van bestuur voor, belegt diens vergaderingen en bepaalt er de agenda van;
- 3° hij schrijft de studenten op de rol in;
- 4° hij ondertekent diploma's en getuigschriften;
- 5° hij ordonnanceert de uitgaven van de hogeschool;
- 6° hij treft dringende maatregelen die tot de bevoegdheid van het bestuurscollege behoren, o.m. inzake de veiligheid van personen en goederen en het personeelsbeheer, en die een beslissing binnen ten hoogste één werkdag vereisen. Hij brengt daarover verslag uit op de eerstvolgende vergadering van het bestuurscollege.

#### Afdeling IV. — De pedagogische raad

**Art. 15. § 1.** De pedagogische raad bestaat uit ten minste 24 leden.

Een derde van de leden vertegenwoordigen de studenten. Zij worden gekozen door de studentenraad onder de studenten die geslaagd zijn voor hun eerste jaar, naar rata van ten minste één student per onderwijscategorie.

Een derde van de leden vertegenwoordigen het personeel naar rata van ten minste één lid per onderwijscategorie. Zij worden gekozen krachtens de artikelen 37 tot 50.

Een derde van de leden, onder wie de directeur-voorzitter en ten hoogste vier leden van het bestuurscollege, worden door de Regering aangewezen. De andere leden worden door de Regering aangewezen gelet op hun bijzondere bevoegdheid in de beroepssectoren die in verband staan met de georganiseerde categorieën, uit een dubbeltal, voorgedragen door de in het 2e en het 3e lid bedoelde leden, de directeur-voorzitter en de hierboven bedoelde leden van het bestuurscollege.

§ 2. De pedagogische raad wordt voorgezeten door de directeur-voorzitter of bij diens ontstentenis door het lid dat hij aanwijst.

§ 3. De pedagogische raad belast jaarlijks een van zijn leden met het secretariaat.

**Art. 16.** Het mandaat van de leden die het personeel vertegenwoordigen en van de door de Regering aangewezen leden duurt vijf jaar, dat van de vertegenwoordigers van de studenten één jaar. Die mandaten zijn vernieuwbaar; elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde, wordt vervangen. De vervanger voleindigt diens mandaat.

**Art. 17. § 1.** De pedagogische raad bepaalt zijn huishoudelijk reglement en deelt het de raad van bestuur ter goedkeuring mee.

Hij wordt door de raad van bestuur geraadpleegd telkens als de behoeften van het onderwijs en de belangen van de hogeschool dat vereisen.

§ 2. Bovendien oefent de pedagogische raad alle andere bevoegdheden uit toegekend door een wet, decreet, besluit of krachtens deze getroffen reglementsbeplating.

**Art. 18.** De pedagogische raad komt ten minste tweemaal per jaar bijeen. Hij kan bovendien bijeenkomen op initiatief van zijn voorzitter of op schriftelijk verzoek van ten minste 1/3 van zijn leden.

Een punt wordt op de agenda ingeschreven op schriftelijk verzoek van 1/3 van de leden van de pedagogische raad.

Behalve in dringende gevallen, die de oproeping vermeldt, worden de leden schriftelijk bijengeroepen ten minste tien werkdagen voor de vergadering.

De oproepingen worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris, bepalen de agenda van de vergadering en de plaats waarop de stukken betreffende de agendapunten kunnen ingezien worden zodra de oproeping ontvangen is.

De beraadslagingen zijn beperkt tot de agendapunten behalve als ten minste 2/3 van de aanwezige leden een wijziging van de agenda aanvaarden.

**Art. 19.** De pedagogische raad vergadert geldig als meer dan de helft van de leden aanwezig zijn. Als dat quorum niet bereikt is, kan de raad na een nieuwe oproeping beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezigen, over alle punten die een tweede maal op de agenda voorkomen.

Leden met een rechtstreeks en persoonlijk belang of wier bloed- en aanverwanten t/m de tweede graad een rechtstreeks en persoonlijk belang hebben bij de materies waarover gestemd wordt, nemen niet deel aan de beraadslaging.

**Art. 20.** Alle adviezen en beslissingen van de pedagogische raad zijn het voorwerp van een stemming; de volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen is vereist, zonder met onthoudingen rekening te houden.

**Art. 21.** De beslissingen en adviezen van de pedagogische raad kunnen ingezien worden bij het secretariaat van de hogeschool behalve als ze een individuele strekking hebben.

#### Afdeling V. — De sociale raad

**Art. 22. § 1.** De sociale raad bestaat uit ten minste 24 leden.

De helft van de leden vertegenwoordigen de studenten. Zij worden gekozen door de studentenraad onder de studenten die geslaagd zijn voor hun eerste jaar, naar rata van ten minste twee studenten per onderwijscategorie.

Een vierde van de leden vertegenwoordigen het personeel naar rata van ten minste één lid per onderwijscategorie. Zij worden gekozen krachtens de artikelen 37 tot 50.

Een derde van de leden onder wie de directeur-voorzitter worden door de Regering aangewezen op voordracht van het bestuurscollege.

§ 2. Twee door de sociale raad geworven personeelsleden wonen de werkzaamheden met raadgevende stem bij.

§ 3. De sociale raad wordt voorgezeten door de directeur-voorzitter of bij diens ontstentenis door het lid dat hij aanwijst.

§ 4. De sociale raad belast jaarlijks een van zijn leden met het secretariaat.

**Art. 23. § 1.** Het mandaat van de leden die het personeel vertegenwoordigen en van de door de Regering aangewezen leden duurt vijf jaar, dat van de vertegenwoordigers van de studenten één jaar. Die mandaten zijn vernieuwbaar.

§ 2. Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde, wordt vervangen. De vervanger voleindigt diens mandaat.

**Art. 24.** De sociale raad :

1° bepaalt zijn huishoudelijk reglement en deelt het de raad van bestuur ter goedkeuring mee;

2° maakt zijn begroting op en deelt ze de raad van bestuur ter goedkeuring mee;

3° brengt advies uit over al wat de materiële en sociale leefomstandigheden van de studenten betreft, op verzoek an de raad van bestuur of van het bestuurscollege;

4° is bevoegd voor de aanwending van sociale kredieten, binnen de perken van de door de raad van bestuur goedgekeurde sociale begroting en overeenkomstig de regels van de rijkscomptabiliteit.

**Art. 25.** De sociale raad komt ten minste viermaal per jaar bijeen. Hij kan bovendien bijeenkomen op initiatief an zijn voorzitter of op schriftelijk verzoek van ten minste 1/3 van zijn leden.

Een punt wordt op de agenda ingeschreven op schriftelijk verzoek van 1/3 van de leden van de raad.

Behalve in dringende gevallen, die de oproeping vermeldt, worden de leden schriftelijk bijengeroepen ten minste tien werkdagen voor de vergadering.

De oproepingen worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris, en bepalen de agenda van de vergadering.

De beraadslagingen zijn beperkt tot de agendapunten behalve als ten minste 2/3 van de aanwezige leden een wijziging van de agenda aanvaarden.

**Art. 26.** De sociale raad vergadert geldig als meer dan de helft van de leden aanwezig zijn. Als dat quorum niet bereikt is kan de raad na een nieuwe oproeping beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezigen, over alle punten die en tweede maal op de agenda voorkomen.

Leden met een rechtstreeks en persoonlijk belang of wier bloed- en aanverwanten t/m de tweede graad een rechtstreeks en persoonlijk belang hebben bij de materies waarover gestemd wordt, nemen niet deel aan de beraadslaging.

**Art. 27.** Alle adviezen en beslissingen van de sociale raad zijn het voorwerp van een stemming; de volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen is vereist, zonder met onthoudingen rekening te houden.

Als die meerderheid na drie stemmingen, in ten minste twee vergaderingen, niet bereikt is, dan wordt de zaak aan le raad van bestuur voorgelegd.

**Art. 28.** De beslissingen en adviezen van de sociale raad kunnen ingezien worden bij het secretariaat van de hogeschool behalve als ze een individuele strekking hebben.

*Afdeling VI. — Departementsraden*

**Art. 29. § 1.** Elke departementsraad bestaat uit ten minste tien leden.

Drie vijfde van de leden vertegenwoordigen het personeel en worden gekozen krachtens de artikelen 37 t/m 50. Een vijfde van de leden vertegenwoordigen de studenten en worden door de studentenraad gekozen onder de studenten die voor hun eerste jaar geslaagd zijn.

Een vijfde van de leden worden door het bestuurscollege gekozen.

§ 2. Een van de door het bestuurscollege gekozen leden zit de departementsraad voor.

§ 3. De departementsraad belast jaarlijks één van zijn leden met het secretariaat.

**Art. 30.** Het mandaat van de vertegenwoordigers van het personeel en van de door het college gekozen leden duurt vijf jaar, dat van de vertegenwoordigers van de studenten één jaar. Die mandaten zijn vernieuwbaar.

Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde, wordt vervangen. De vervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 31.** Elke departementsraad :

1° bepaalt zijn huishoudelijk reglement en deelt het de raad van bestuur ter goedkeuring mee;

2° bepaalt de verdeling van de betrekkingen onder de diensten van het departement, na goedkeuring door de raad van bestuur.

Bovendien brengt elke departementsraad wat hem betreft adviezen uit :

1° voor de raad van bestuur, over :

- a) de organisatie van het onderwijs in afdelingen, opties en cursussen;
- b) elk verzoek om nieuwe afdelingen, opties of specialisatiestudies in te stellen;
- c) de ambtsbevoegdheden van de personeelsleden van de hogeschool, de uurrooster en de examenrooster;
- d) de uurregeling voor de cursussen;
- e) de werving, benoeming, terbeschikkingstelling van personeelsleden;
- f) de aanwijzing van gasthoogleraar;

2° voor het bestuurscollege, over tuchtstraffen jegens studenten.

**Art. 32.** Elke departementsraad komt ten minste viermaal per jaar bijeen, en bovendien op initiatief van zijn voorzitter of op schriftelijk verzoek van ten minste 1/3 van zijn leden. Een punt wordt op de agenda ingeschreven op schriftelijk verzoek van ten minste 1/3 van de leden.

Behalve in dringende gevallen, die de oproeping vermeldt, worden de leden schriftelijk opgeroepen ten minste tien werkdagen voor de vergadering. De oproepingsbrieven worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris en vermelden de agenda van de vergadering.

Er wordt enkel beraadslaagd over de agendapunten tenzij ten minste 2/3 van de aanwezige leden aanvaarden de agenda te wijzigen.

**Art. 33.** De departementsraad beraadslaagt geldig als meer dan de helft van de leden aanwezig zijn. Zoniet kan hij na een nieuwe oproeping beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezigen, over alle punten die voor de tweede maal op de agenda staan.

Leden met een persoonlijk of rechtstreeks-belang of wier bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad een nersoonlijk en rechtstreeks belang hebben bij de materies waarover gestemd wordt, nemen aan de beraadslaging niet deel.

**Art. 34.** Alle adviezen en beslissingen van de raad zijn het voorwerp van een stemming. Ze worden genomen bij volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen, zonder rekening te houden met onthoudingen.

**Art. 35.** De beslissingen en adviezen van de raad kunnen op het secretariaat van de hogeschool ingezien worden, behalve als ze een individuele strekking hebben.

*HOOFDSTUK II. — De regeringscommissaris*

**Art. 36.** De door de Regering bij de hogeschool aangestelde commissaris kan de vergaderingen van de raad van bestuur, het bestuurscollege en de sociale raad bijwonen en heeft er raadgevende stem.

*HOOFDSTUK III. — Verkiezingsprocedure*

*Afdeling I. — De kiezers*

**Art. 37.** Voor de verkiezing, in de raad van bestuur, van de vertegenwoordigers van het meesters-, vak- en dienstponeel, bedoeld in artikel 66, 4° van het decreet van 5 augustus 1995, zijn de leden van dat personeel bij de hogeschool kiezers als zij werkelijk in de hogeschool fungeren op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden.

Voor de verkiezing, in de pedagogische en de sociale raad, van de vertegenwoordigers van het personeel, bedoeld in de artikelen 15 en 22 van dit besluit, zijn de personeelsleden van de hogeschool kiezers als zij er werkelijk fungeren op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden.

Voor de verkiezing, in de departementsraden, van de vertegenwoordigers van het personeel, bedoeld in artikel 29 van dit besluit, zijn de personeelsleden van de hogeschool kiezers als zij werkelijk in het betrokken departement fungeren op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden.

*Afdeling II. — De kieslijsten*

**Art. 38.** Het secretariaat van de hogeschool maakt de kieslijst voor elke raad op, eventueel per onderwijs-categorie : ze wordt afgesloten op 1 mei voor de verkiezingen.

**Art. 39.** Die kieslijsten worden bekendgemaakt ad valvas dertig dagen voor de verkiezingen. Ze kunnen ook op het secretariaat van de hogeschool ingezien worden.

*Afdeling III. — De kandidaten*

**Art. 40.** Verkiezbaar zijn voor de raad van bestuur als vertegenwoordiger van het meesters-, vak- en dienstponeel de leden van dat personeel die vast benoemd of contractueel geworven zijn in de hogeschool en er werkelijk fungeren op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden.

Voor de pedagogische en de sociale raad zijn verkiezbaar als vertegenwoordigers van het personeel de leden van het onderwijzend, administratief en opvoedend hulpponeel die vast benoemd of tijdelijk aangesteld zijn, en van het meesters-, vak- en dienstponeel die vast benoemd of contractueel geworven zijn in de hogeschool en er werkelijk fungeren op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden. Voor de departementsraden zijn verkiezbaar als vertegenwoordigers van het personeel, de leden van het onderwijzend, administratief en opvoedend hulpponeel die vast benoemd of tijdelijk aangesteld zijn, en van het meesters-, vak- en dienstponeel die vast benoemd of contractueel geworven zijn in de hogeschool en er werkelijk fungeren op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden.

**Art. 41.** De gedateerde en ondertekende kandidaturen worden bij het secretariaat van de hogeschool ingediend tussen de tiende en de vijftiende dag na de bekendmaking van de kieslijsten.

**Art. 42.** De kandidaturen worden ad valvas bekendgemaakt uiterlijk de tweede werkdag na het verstrijken van de termijn voor de indiening ervan.

*HOOFDSTUK IV. — De stemming*

**Art. 43.** De verkiezing van de verschillende vertegenwoordigers, eventueel per categorie, vindt uiterlijk de 15e juni plaats.

**Art. 44.** De verkiezingen vinden plaats bij geheime stemming.

**Art. 45.** Voor elk orgaan worden de kandidaten gerangschikt, eventueel per onderwijscategorie, volgens het aantal verkregen stemmen. Verkozen zijn de kandidaten die de meeste stemmen behaald hebben. Bij staking van stemmen wordt de gekozenen uitgeloot.

**Art. 46.** De verkozen vertegenwoordiger die overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde, wordt vervangen door de niet-verkozen kandidaat die de meeste stemmen behaald heeft.

*Afdeling V. — Afkondiging van de uitslag*

**Art. 47.** De verkiezingscommissie bedoeld in onderstaand artikel 49 kondigt de uitslag van de verkiezingen uiterlijk daags na de stemming af.

*Afdeling VI. — Het aantreden*

**Art. 48.** De verschillende verkozen vertegenwoordigers treden aan op de eerste dag van het academiejaar.

*Afdeling VII. — De verkiezingscommissie*

**Art. 49.** Er wordt een verkiezingscommissie ingesteld, bestaande uit vijf leden die geen kandidaat zijn en door het bestuurscollege aangewezen worden.

**Art. 50.** De commissie leidt alle kiesverrichtingen en waakt voor het goed verloop en de regelmatigheid van de verkiezingen.

Als ze een klacht ontvangt, spreekt ze zich daarover uit binnen vijf dagen na de indiening ervan. Wanneer ze een verkiezing vernietigt, vindt een nieuwe stemming plaats binnen de maand na die beslissing.

*HOOFDSTUK IV. — Lijsten voor de verkiezing van de directeur-voorzitter*

**Art. 51.** In de loop van de maand april voor het verstrijken van het mandaat van de directeur-voorzitter worden de kandidaturen ingediend bij het secretariaat van de hogeschool. De namen van de kandidaten worden daags na het verstrijken van de termijn voor de kandidaatstelling ad valvas bekendgemaakt.

Om de lijst op te maken van drie kandidaten, die voorgedragen worden voor de benoeming tot directeur-voorzitter, bedoeld in artikel 67, 2e lid van het decreet van 5 augustus 1995, komt het bestuurscollege bijeen in de maand mei voor het verstrijken van het mandaat van de directeur-voorzitter.

**Art. 52.** Het bestuurscollege beraadslaagt geldig als 3/4 van zijn leden aanwezig zijn.

**Art. 53.** Elke kandidaat worden achtereenvolgens bij afzonderlijke stemming verkozen. Bij staking van stemmen vindt een tweede stemronde plaats.

**Art. 54.** Na elke stemming wordt de persoon die de meeste stemmen behaald heeft tot kandidaat verklaard. Bij staking van stemmen wordt een nieuwe stemronde gehouden.

**Art. 55.** De lijst met drie kandidaten wordt door de fungerende directeur-voorzitter aan de Regering overgezonden op de 1e juni voor het verstrijken van zijn mandaat.

**Art. 56. § 1.** Als de directeur-voorzitter overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde, vindt een nieuwe verkiezing plaats. De kandidaturen worden bij het secretariaat van de hogeschool ingediend binnen veertien dagen na het opvallen van de betrekking van directeur-voorzitter.

De namen worden ad valvas bekendgemaakt daags na het verstrijken van de termijn voor de kandidaatstelling.

Binnen dertig dagen na het opvallen van de betrekking van directeur-voorzitter komt het bestuurscollege bijeen om de lijst van drie kandidaten op te maken. De artikelen 52 tot 54 zijn toepasselijk.

De lijst met drie kandidaten wordt door de oudste categoriale directeur overgezonden aan de Regering binnen drie dagen na het opmaken van de lijst.

**§ 2.** De na afloop van de in § 1 bepaalde procedure aangewezen directeur-voorzitter voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

*Afdeling II. — De lijsten met kandidaten voor de functie van categoriaal directeur*

**Art. 57.** Onverminderd artikel 100 van het decreet van 5 augustus 1995 maakt het secretariaat van de hogeschool, per onderwijscategorie, de kieslijsten op, die afgesloten worden op de 1e mei voor het verstrijken van de mandaten van de categoriale directeurs.

De leden van het onderwijsponeel die vast benoemd of tijdelijk aangesteld zijn in de hogeschool, zijn kiezers, als zij er werkelijk fungeren op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden.

**Art. 58.** De kandidaturen worden bij het secretariaat van de hogeschool ingediend tussen de tiende en de vijftiende dag na het afsluiten van de kieslijsten. De namen van de kandidaten worden ad valvas bekendgemaakt uiterlijk de dag na het verstrijken van de termijn voor de kandidaatstelling.

**Art. 59.** Het opmaken van de lijsten met drie voorgedragen kandidaten per onderwijscategorie, voor de functies van categoriaal directeur bedoeld in artikel 71, 2e lid van het decreet van 5 augustus 1995, gebeurt in de maand mei voor het verstrijken van de mandaten van de fungerende categoriale directeurs.

**Art. 60.** De stemming is geldig als de meerderheid van de leden van het onderwijspersoneel van de betrokken categorie gestemd hebben. De stemming is geheim.

**Art. 61.** Na de stemming worden de personen die per onderwijscategorie de meeste stemmen kregen, tot kandidaat uitgeroepen.

**Art. 62.** De lijsten van drie kandidaten worden door de directeur-voorzitter aan de Regering overgezonden voor de 1e juni die het verstrijken van de mandaten van de fungerende categoriale directeurs voorafgaat.

**Art. 63. § 1.** Onverminderd artikel 100 van voormeld decreet van 5 augustus 1995 wordt een nieuwe verkiezing gehouden als een categoriaal directeur overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn aanstelling wettigde.

Het secretariaat van de hogeschool maakt de kieslijst op overeenkomstig artikel 57, 2e lid voor de betrokken categorie en sluit ze af binnen twee weken na het opvallen van de betrekking van categoriaal directeur.

Artikel 58 is toepasselijk.

De lijst van drie kandidaten voorgedragen voor de betrokken onderwijscategorie, wordt opgemaakt binnen de tien dagen na de bekendmaking van de kandidaturen ad valvas. De artikelen 60 en 61 zijn toepasselijk.

De directeur-voorzitter zendt de Regering die lijst binnen de drie dagen na het opmaken ervan.

**§ 2.** De na afloop van de in § 1 bepaalde procedure door de Regering aangestelde categoriale directeur volcindigt het mandaat van zijn voorganger.

#### HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepaling voor de categorie vertalers en tolken van de Henegouwse Hogeschool van de Franse Gemeenschap.*

**Art. 64.** Afdeling 5 van hoofdstuk I van dit besluit is niet toepasselijk op bovenbedoelde categorie. Voor deze categorie is de sociale dienst van de « Université de Mons-Hainaut » bevoegd.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 65.** Artikel I van het koninklijk besluit van 1 augustus 1977 houdende organiek reglement van de rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan wordt aangevuld als volgt : « met uitzondering van de hogescholen ».

**Art. 66.** Het opschrift van hoofdstuk II van het ministerieel besluit van 23 januari 1978 houdende de procedure voor verkiezing van leden van de raad van bestuur in de rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan, wordt vervangen door « Toepassingsgebied en kiezers ».

**Art. 67.** Een nieuw artikel 1 wordt in voormeld ministerieel besluit ingevoegd : « Dit besluit geldt niet voor de hogescholen » en het huidige artikel 1 wordt artikel 1bis.

**Art. 68.** In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt « bedoeld in de artikelen 1 tot 3 » vervangen door « bedoeld in de artikelen 1bis tot 3 ».

**Art. 69.** Opgeheven worden de besluiten van de Executieve :

1° d.d. 12 november 1991 houdende organiek reglement van de instellingen voor hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap en tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 augustus 1977 houdende organiek reglement van de rijksinstellingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan;

2° d.d. 16 december 1991 houdende de procedure voor de verkiezing van de leden van de raad van bestuur in de instellingen van de Franse Gemeenschap voor hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan.

**Art. 70. § 1.** Voor het academiejaar 1996-1997 :

Worden de kieslijsten in afwijking van de artikelen 38 en 39 afgesloten op de vijfde dag na de hervatting van het academiejaar en worden ze ad valvas bekendgemaakt zodra ze afgesloten zijn.

Worden de gedateerde en ondertekende kandidaturen in afwijking van artikel 41 bij het secretariaat van de hogeschool ingediend uiterlijk vijf dagen na de bekendmaking van de kieslijsten.

Vinden de verkiezingen in afwijking van artikel 43 uiterlijk de vijftiende dag na de hervatting van het academiejaar plaats.

Nemen de gekozen vertegenwoordigers in afwijking van artikel 48 hun functie op daags na afkondiging van de uitslagen.

**§ 2.** In afwijking van artikel 51, 1e en 2e lid, worden de kandidaturen voor de functie van directeur-voorzitter voor 1996-1997 ingediend bij het secretariaat van de hogeschool uiterlijk de derde dag na de hervatting van het academiejaar en komt het bestuurscollege uiterlijk de vijfde dag na die hervatting bijeen.

In afwijking van artikel 55 wordt voor 1996-1997 de lijst van drie kandidaten uiterlijk de tiende dag na die hervatting aan de Regering gezonden door de leden van rechtsweg van het bestuurscollege.

**Art. 71.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van het academiejaar 1996-1997, behalve hoofdstuk IV, afdeling I, die op 1 augustus 1996 in werking treedt.

**Art. 72.** De Minister bevoegd voor het hoger onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE